

ministre qui, à mon avis, aurait dû répondre lui-même à cette question, ne saurait les contenter.

**M. G. M. Gurbin (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement):** Monsieur le Président, la question du député comporte deux volets. Premièrement, tout ce que je puis dire, c'est que le gouvernement a suivi les conseils d'un tribunal nommé par les libéraux. Ces nominations ne sont peut-être pas toujours les meilleures, mais le gouvernement a accepté l'évaluation de l'industrie de la chaussure et pris les mesures qui lui semblaient justifiées. Je ne sais pas si le député mélange la chaussure et le lait, mais cela revient un peu à comparer des pommes et des oranges.

**M. Boudria:** Lisez la question.

**M. Gurbin:** Quand le député parle d'agriculture, je crois qu'il feint d'ignorer un ou deux aspects. Je parierais qu'il dissimule même certains faits à ses agriculteurs. Par exemple, en 1984, nos exportations de denrées agricoles vers les États-Unis ont représenté 2.3 milliards de dollars. Y a-t-il des éleveurs de porc dans sa circonscription?

**M. Boudria:** Oui.

**M. Gurbin:** Ils savent sans doute ce qui s'est passé.

**M. Boudria:** Il y en a des centaines.

**M. Gurbin:** Ils savent ce qui s'est passé lorsque, par souci de protectionnisme, les États-Unis ont commencé à imposer des droits de douane. L'industrie a été menacée et le prix du porc a diminué.

Bon nombre d'autres produits agricoles, et notamment la pomme de terre, ont été touchés par les mesures protectionnistes des États-Unis. A l'heure actuelle, 300 mesures protectionnistes en vigueur dans ce pays risquent de toucher toute une gamme de produits canadiens, pour la plupart agricoles.

### *L'ajournement*

Le gouvernement s'efforce de garantir des marchés à l'agriculture canadienne. Durant tous ces entretiens sur le libre-échange, nous aborderons en détail tous les secteurs de l'agriculture canadienne. Nous ferons notre possible pour obtenir un marché intéressant pour nos agriculteurs. Nous ne signerons pas d'entente qui ne soit avantageuse pour le Canada.

Le 26 septembre, le premier ministre (M. Mulroney) a proposé que le Canada et les États-Unis tiennent des entretiens sur la libéralisation des échanges bilatéraux. L'objet de ces entretiens avec les États-Unis sera de garantir et d'améliorer l'accès des Canadiens à ce qui est notre plus grand marché d'exportation et de créer un environnement commercial prévisible dans le cadre d'une meilleure réglementation. Les États-Unis approuvent cette initiative.

● (1915)

Pour le moment, nos entretiens doivent porter sur ces questions agricoles et sur certaines autres. Nous ne nous présentons pas à la table de négociation en adoptant une attitude intransigeante, tout simplement parce que ce n'est pas la bonne façon de négocier. Si le député fait bien son travail, il saura qu'hier le Congrès a adopté un projet de loi sur l'agriculture. Les États-Unis appliquent certaines politiques et mesures dans le secteur agricole, où leurs enjeux sont aussi importants que les nôtres. Le député sait également que le parti conservateur a toujours appuyé les systèmes de gestion de l'offre dans le domaine agricole lorsque les producteurs le souhaitaient.

[Français]

**Le président suppléant (M. Charest):** La motion d'ajournement étant adoptée d'office, la Chambre s'ajourne à 11 heures demain, conformément à l'article 3(1) du Règlement.

(La séance est levée à 19 h 16.)